



REVUE DE PRESSE... SUR L'ACTUALITE EUROPEENNE



Septembre

20 minutes : 01/09/11

Économie

L'UE soutient une taxe sur les transactions financières

L'Union européenne promouvra l'adoption d'une taxe sur les transactions financières lors du sommet du G20 en novembre a annoncé hier le président de la Commission européenne.

20 minutes : 02/09/11

Grèce

Un déficit hors de contrôle

Le déficit public grec s'aggrave et atteint désormais 350 milliards d'euros. Selon les dernières prévisions, le produit intérieur brut (PIB) de l'année 2011 devrait reculer de plus de 4,5%.

La Voix du Nord : 06/09/11

Les Bourses européennes en forte chute, plombées par les valeurs bancaires

Après quelques jours de répit, le début du mois de septembre a amené son lot de mauvaises nouvelles pour les places boursières qui ont encore fortement chuté.

Plusieurs facteurs peuvent en expliquer la raison, les analystes parlent du dérapage du déficit grec, de l'application du plan d'austérité italien, des mauvais chiffres américains de l'emploi etc.

Le dossier grec qui empoisonne la zone euro s'est de nouveau invité sur le devant de la scène. Le ministre grec des Finances a reconnu que son pays ne respecterait pas son objectif de déficit public pour 2011 à cause de la récession.

20 minutes : 08/09/11

Crise L'Allemagne a réaffirmé hier que son aide à la Grèce était légale

Un répit de courte durée pour la zone euro

La Cour constitutionnelle allemande a réaffirmé que l'aide à la Grèce promise par Angela Merkel était légale. Ainsi les eurosceptiques qui avaient déposé des recours pour empêcher leur pays d'aider la Grèce ont vu leur demande rejetée.

Du côté des Bourses européennes, la décision allemande a permis d'amener un peu de répit mais les places financières pourraient de nouveau être fébriles dès demain. L'Allemagne a réclamé un droit de regard sur tous les plans d'aide qui pourront être votés.

La Grèce doit renégocier une part importante de sa dette soit 37 milliards d'euros. Elle a présenté aux banques européennes un plan de restructuration qui doit être validé ce vendredi.

La Voix du Nord : 08/09/11

Euro : la fracture Nord-Sud

Les juges de la Cour constitutionnelle allemande qui avaient été saisis par un groupe d'économistes eurosceptiques ont qualifié le plan d'aide à la Grèce légitime. Dans le cas contraire, cela aurait entraîné un nouveau séisme en Europe et sur tous les marchés financiers.

La chancelière allemande Angela Merkel va pouvoir présenter au Bundestag le plan de renforcement du Fonds européen de stabilité financière (FESF) décidé le 21 juillet par les pays membres de l'euro et auquel l'Allemagne contribuera à elle seule pour 200 milliards d'euros.

Cependant, Angela Merkel n'est pas décidée pour autant à faire des chèques en blanc pour assurer les fins de mois de l'État grec. La menace pour Athènes pourrait venir de petits pays de l'Union qui sont en mesure de renvoyer aux calendes grecques l'adoption du plan d'aide.

La Voix du Nord : 08/09/11

Union européenne OGM

La Cour européenne de Justice a estimé que le miel comportant des traces d'OGM, mêmes infimes, ne pouvait être commercialisé en Europe sans autorisation préalable. L'UE a donc annoncé vouloir réexaminer ses règles d'importation. Pour le moment, un règlement européen impose que les produits soient étiquetés « avec OGM » seulement s'ils contiennent 0,9% ou plus d'OGM.

La Voix du Nord : 09/09/11

La justice européenne remet en cause le moratoire français sur les OGM

La Cour de Justice européenne a demandé à la France de revoir sa copie sur la suspension de culture du maïs génétiquement modifié de Monsanto. Elle n'a pas tranché sur la décision prise par la France en 2008 d'interdire la culture de l'OGM MON 810 mais a indiqué que cette décision ne reposait pas sur une base juridique acceptable.

Avant d'interdire la culture de cet OGM, la France aurait dû informer la Commission européenne et établir l'existence d'un risque pour la santé et l'environnement. Si la décision prise par la France en 2008 se voyait annulée, le gouvernement français prendrait « *une nouvelle clause de sauvegarde* ».

Métro : 12/09/11

Grèce

Le gouvernement socialiste grec s'est engagé hier à prendre de nouvelles mesures d'économies budgétaires en 2011, de l'ordre de 2 milliards d'euros, afin d'assurer la prochaine tranche d'aide de l'UE et du FMI.

La Voix du Nord : 13/09/11

Anna et Lili, deux étudiantes hongroises, ont découvert les coulisses de la mairie

Anna Szécsi et Lili Süto, deux étudiantes hongroises ont tenu à remercier la municipalité d'Hirson pour leur accueil. Les deux étudiantes venues de Budapest, ont effectué un stage de trois mois à Hirson dans le cadre du programme européen Erasmus.

Direct Lille Plus : 15/09/11

La zone euro désarmée face à la crise grecque Une exclusion possible ?

Les mesures prises pour sauver la Grèce de la faillite semblent insuffisantes si bien que certains pays envisagent de l'exclure de la zone euro. « *Les pays qui ne respectent pas la règle commune de discipline budgétaire et plongent l'union monétaire dans des difficultés doivent s'attendre à la quitter* », indique une motion que la CSU, membre de la coalition allemande au pouvoir, a adoptée.

Cependant, selon Francesco Saraceno, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), « *il n'y a pas de mécanisme prévu de sortie de la zone euro, ni de l'Europe.* » La Commission européenne a précisé que « *la participation à la zone euro est irrévocable.* »

Plusieurs questions se posent alors dans le cas d'un départ, comment le décider ? Comment le réaliser ? La mise en place d'un tel mécanisme nécessiterait de grandes négociations voire la modification des traités.

Par ailleurs, dans le cas d'une sortie de la zone euro, il faudrait penser à la manière dont seraient remboursés ceux qui possèdent de la dette grecque. De plus, un retour à la drachme pour Athènes lui permettrait de dévaluer sa monnaie et de retrouver sa compétitivité selon les analystes. Cela ne ferait qu'alourdir la dette.

Métro : 15/09/11

Le chiffre du jour
12

C'est en millions, le nombre des visiteurs attendus pour les Journées européennes du patrimoine (JEP) qui auront lieu samedi et dimanche. Ces Journées inviteront les amateurs à un périple dans le temps et l'espace. 22 000 animations seront organisées dans les 50 pays participants.

Métro : 15/09/11

Crise en Europe : les pays émergents veulent banquer

Les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) vont discuter la semaine prochaine de l'aide à apporter à l'Union européenne. Ces pays savent qu'ils ont tout intérêt à voler au secours de l'Union européenne car cette situation pourrait avoir des répercussions sur leurs exportations.

La Chine qui a amassé plus de 3 000 milliards de dollars de réserves de change grâce notamment à ses exportations, s'est montrée prête à aider les pays européens. Si toutefois « *les dirigeants des principaux pays européens envisagent avec courage leur relation à la Chine* », a tenu à nuancer son Premier ministre, Wen Jiabao. La Chine n'est pas la seule à refuser de faire un chèque en blanc sans contrepartie, la Russie va également étudier les demandes.

La Voix du Nord : 18/09/11

Divisée face à la crise, la zone euro balaie les critiques des États-Unis

Les Européens qui n'avaient pas apprécié la veille les critiques des États-Unis sur la gestion de la crise, ont répliqué en affirmant que la situation de la zone euro était meilleure que celle d'autres grands pays industrialisés. En effet, le déficit de la zone euro devrait s'établir aux alentours de 4,5% du PIB cette année alors que les États-Unis attendent un déficit de 8,8%.

Le secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner était en Pologne afin d'inciter la zone euro à donner davantage de puissance de feu à son fonds de secours financier. Les ministres européens ont peu apprécié ses recommandations.

L'Allemagne a de son côté suggéré aux États-Unis de soutenir l'idée d'une taxe sur les transactions financières, qui permettrait de dégager les fonds nécessaires. Le sujet divise d'ailleurs les Européens puisque la France et l'Allemagne y sont favorables alors que les Britanniques s'y opposent.

Cette réunion s'est achevée hier dans la protestation contre l'austérité en Europe, à l'appel de la Confédération européenne des syndicats. La police polonaise a dénombré 20 000 manifestants.

La Voix du Nord : 20/09/11

Grèce

Le spectre de la faillite replonge les bourses dans la tourmente

Les divisions dans la zone euro et l'absence d'avancées concrètes sur le dossier grec ont replongé hier les bourses mondiales dans la tourmente. Le Fonds monétaire international (FMI) a ouvertement annoncé que la Grèce serait en défaut face à sa dette en cas de nouveaux retards dans son plan de rigueur et de privatisations alors qu'Athènes avait un rendez-vous crucial le jour même avec ses créanciers.

Le ministre grec des Finances, Evangélos Vénizélos s'est engagé à corriger les « *retards* » du pays et à accélérer les réformes auxquelles le pays s'est engagé en échange de son sauvetage de la faillite. À Bruxelles, la Commission européenne n'a pas relayé l'exigence de mesures additionnelles exprimées par M. Traa, le représentant permanent du FMI en Grèce, mais elle a maintenu la pression. La Commission a ainsi précisé qu'il n'existait pas de nouvelles mesures d'austérité mais qu'il s'agissait de respecter les objectifs fixés.

20 minutes : 21/09/11

Solidarité L'avenir du programme d'aide européen sera décidé fin octobre

L'Union européenne laisse les associations sur leur faim

En matière d'aide alimentaire, l'Union européenne a finalement décidé d'attendre. Elle devait décider si elle maintenait ou non le Programme européen d'aide aux plus démunis (Pead) créé en 1987. C'est un programme essentiel pour les associations humanitaires puisqu'il représente 500 millions d'euros.

Or, en avril dernier, la Cour de justice européenne a déclaré cette aide illégale. L'Europe devait donc décider d'amputer cette aide de 75% pour prendre en compte la décision judiciaire. En France, les associations humanitaires se sont alarmées du risque de cette réduction et ont précisé que cela représenterait 130 millions de repas qui ne seraient plus distribués en France.

En raison de la crise, le nombre de bénéficiaires devrait augmenter de 10 à 15% en 2012. Le ministre français de l'Agriculture, Bruno Le Maire s'est félicité du délai supplémentaire que s'est donné l'Europe pour prendre sa décision. Les associations ne sont pas rassurées par ce report qui selon elles, « *hypothèque l'avenir de millions d'Européens démunis* ».

L'Union : 21/09/11

Standard & Poor's abaisse sa note de crédit

L'Italie dégradée à son tour

L'agence de notation Standard & Poor's a accentué hier la pression sur la zone euro, en abaissant d'un cran la note de crédit de l'Italie pour la ramener à un niveau inférieur à celle de la Slovaquie. Silvio Berlusconi a critiqué la décision de l'agence de notation, estimant qu'elle n'était pas le reflet de la réalité. Il a ajouté que ces appréciations étaient plus dictées par ce qui paraît dans la presse que par la réalité.

La Botte enfiévrée

Si les experts expriment leur manque d'empressement envers le plan d'austérité supérieur à cinquante-quatre milliards d'euros, ils insistent surtout sur l'ampleur de la dette italienne qui s'élève à 120% du Produit intérieur brut.

La décision de Standard & Poor's maintient les pays de la zone euro dans un stress éreintant. Aujourd'hui reporter des décisions nécessaires coûte très cher. En effet, les marchés n'écoutent plus que les agences de notation et prennent les politiques pour de simples gestionnaires d'une administration.

L'Union : 21/09/11

Programme alimentaire européen : pas d'accord de l'UE

Des associations françaises d'aide alimentaire ont déploré hier le fait que les ministres de l'Agriculture de l'UE n'aient pas trouvé d'accord pour maintenir un programme d'aide alimentaire aux plus pauvres. Ce programme permet notamment de distribuer 130 millions de repas en France. Les ministres de l'Agriculture de l'UE ne se sont pas entendus sur l'avenir du programme et ont repoussé leur décision à plus tard.

La Voix du Nord : 21/09/11

La situation financière de l'Italie ébranle la zone euro déjà fragilisée par la Grèce

Après la baisse de la note de l'Italie, la zone euro est de nouveau ébranlée par les craintes de contagion de la crise. L'agence américaine Standard & Poor's a abaissé la note de l'Italie en raison de la fragilité de la coalition au pouvoir et de l'importante dette du pays. Face à un endettement de 120% de son produit intérieur brut, l'Italie a adopté un plan d'austérité draconien de 54,2 milliards d'euros.

Cependant, ce plan d'austérité ne parvient pas à convaincre et comme avec Athènes, la Commission européenne a insisté sur la nécessité pour l'Italie de dégager un « *consensus politique national* » sur les mesures de réduction du déficit et de la dette.

La Grèce a repris hier soir ses négociations avec ses créanciers pour éviter un défaut de paiement. Le versement de la prochaine tranche d'aide à la Grèce dépend de l'issue des négociations. En cas d'un éventuel défaut de paiement de la Grèce, le Portugal pourrait avoir besoin d'une nouvelle aide a déclaré hier soir le Premier ministre portugais, Pedro Passos Coelho.

La Commission européenne avec le Fonds monétaire international, a estimé qu'une nouvelle recapitalisation des banques européennes serait « *peut-être nécessaire* » en raison de l'aggravation de la crise. Le FMI a mis en garde contre un risque de déstabilisation du système financier mondial si la crise de la dette en zone euro continue de se propager.

La Voix du Nord : 23/09/11

Europe

Espace Schengen

La Bulgarie et la Roumanie ont été refoulées hier de l'espace Schengen. C'est le signe de la réticence des pays déjà membres d'élargir cette zone européenne sans frontières à deux pays jugés inaptes à combattre l'immigration clandestine. Les Pays-Bas et la Finlande se sont ainsi opposés à cette entrée.

La Voix du Nord : 23/09/11

Michel Barnier : « On ne fait pas de la croissance avec des dettes »

Commissaire européen chargé du marché intérieur et des services, Michel Barnier était hier l'invité du forum de la presse régionale. Selon lui, l'Europe a toujours surmonté les crises en améliorant son fonctionnement. Les dirigeants européens doivent avoir la responsabilité du projet politique européen.

Pour Michel Barnier, sortir de la crise passe par « *le fédéralisme économique et davantage de démocratie.* » Il ajoute que les dirigeants européens n'ont pas eu peur du fédéralisme en créant l'euro. Cependant, sa création n'a pas été accompagnée par les outils de gouvernance économique recommandés.

« Il existe un mouvement général de prise de conscience que l'on ne fait pas de la croissance avec des dettes. » Les banques nécessitent une capitalisation mais il faut superviser la gouvernance car la banque Lehman Brothers a fait faillite en étant bien capitalisée.

Les bourses mondiales cèdent à la panique

Après une ouverture en nette baisse, la plupart des bourses européennes ont accentué leur chute dans l'après-midi dépassant la barre des - 4%, voire - 5%. La BCE a averti que les problèmes de dette dans la zone euro « font peser un risque sur la stabilité, la croissance et l'emploi, ainsi que sur la pérennité de l'Union monétaire européenne elle-même ».

20 minutes : 23/09/11

Les Bourses européennes ont connu un jeudi noir hier La Chine et les États-Unis affolent les marchés

La crise de la zone euro n'est pas la seule menace qui inquiète les Bourses. Même si les places financières européennes ont fortement chuté hier, la crainte d'une récession aux États-Unis était également de mise ainsi que l'annonce d'une nouvelle contraction possible de l'activité en Chine. Plombées par la dette de la zone euro, les banques restent particulièrement sous pression.

20 minutes : 28/09/11

Crise

Le Premier ministre grec veut rassurer Berlin

Le Premier ministre grec, Georges Papandréou était hier à Berlin pour tenter de rassurer les investisseurs allemands quant à sa résolution de remplir toutes les conditions exigées pour le sauvetage du pays par l'UE. Une nouvelle visite de la « troïka » (UE-FMI-BCE) est prévue cette semaine à Athènes.

Direct Lille Plus : 29/09/11

Crise de la dette en zone euro Vote crucial à Berlin

Jusqu'à quel point l'Allemagne est-elle prête à aider ses partenaires ? Aujourd'hui, les députés allemands doivent voter l'élargissement des compétences du Fonds européen de stabilité financière (FESF), déjà voté en France. Doté d'une capacité de prêts de 440 milliards d'euros, il a permis d'aider le Portugal et l'Irlande et pourrait jouer un rôle important dans le second plan d'aide à la Grèce.

Le nombre de députés de la majorité qui vont voter contre reste inconnu même si l'adoption du dispositif ne fait pas de doute. Selon *La Tribune* d'hier, l'Allemagne plancherait sur un plan secret baptisé « Eureka ». Ce plan viserait à résorber le surendettement d'Athènes grâce à une structure européenne qui piloterait la privatisation des actifs grecs.

La Voix du Nord : 29/09/11

Taxer les transactions financières l'Europe se lance (bien) seule...

Selon Yannick Roudaut, animateur d'Alternité, centre de réflexion sur la finance alternative, cette taxe représente une « *évolution très symbolique.* » En effet, cela permettrait de démontrer à l'opinion publique que les politiques « *ne restent pas les bras croisés face à la crise.* »

Pour David Bourghelle, professeur à l'IAE de Lille, s'il s'agit de taxes « *pour mener à bien des projets de développement, une reconversion écologique ou financer une partie du budget de l'Union européenne* », cette taxe est intéressante.

Dhafer Saidane, de la Skema Business School estime que cette taxe pourrait aider aussi bien les pays riches que les pays pauvres, « *à affronter les violents déséquilibres des marchés financiers.* »

Yannick Roudaut parle d'une Europe qui « *doit devenir fédérale et se doter des outils financiers solidaires.* » De plus, « *cette crise est aussi politique, et en l'absence d'une Europe forte et unie, les investisseurs vont continuer d'exercer une pression sur les maillons faibles.* »

« Il est temps que la finance apporte sa contribution »

Le président de la Commission européenne a officialisé la proposition d'une taxe sur les transactions financières en Europe. Après avoir aidé le secteur financier, il est temps que ce dernier « *apporte sa contribution à la société* », a affirmé José Manuel Barroso. Le produit de cette taxe doit directement alimenter le budget de l'Union européenne.

L'UE a décidé d'avancer seule sur ce sujet puisque Paris et Berlin n'avait pas rencontré de succès en défendant une telle taxe à l'échelle du G20. Cette idée ne fait pas l'unanimité au sein de l'Union européenne mais le temps que cette proposition soit discutée et adoptée, elle ne se concrétisera pas avant 2014 au plus tôt.

La Voix du Nord : 29/09/11

Budgets des États : l'Europe va faire la police

Après un vote du Parlement européen, l'Union européenne va durcir la discipline budgétaire de ses pays avec sanctions financières pour ceux qui laissent filer les déficits. Cette réforme opposait les gouvernements européens à la Commission européenne et au Parlement.

Les gouvernements s'inquiétaient ainsi que ce système de sanctions puissent échapper à leur contrôle. La Commission et le Parlement plaidaient pour un système avec une automaticité aussi grande que possible de ces sanctions. Finalement, la poire a été coupée en deux.

La Commission aura la possibilité de demander des mesures correctrices et de punir les États qui s'éloigneraient des critères de déficit (3% du PIB) et de dette publique (60% du PIB). L'État concerné devrait donc verser une somme équivalente à 0,2% de son PIB s'il fait la sourde oreille.

La Voix du Nord : 30/09/11

Le Bundestag adopte le plan de sauvetage de la zone euro, Merkel sort renforcée

Le Parlement allemand a donné son feu vert au renforcement du fonds de secours de la zone euro, rassurant sur la capacité des dirigeants de la première économie européenne à résoudre la crise de la dette. Ainsi, les députés allemands ont approuvé à une large majorité le renforcement du Fonds européen de stabilité financière qui maintient déjà le Portugal et l'Irlande sous perfusion.

La Commission européenne a salué le vote du Bundestag et espère désormais que les six pays devant encore ratifier le renforcement du fonds d'aide européen emboîteront le pas à l'Allemagne. Le calendrier risque d'être contrarié par la Slovaquie qui menace de faire traîner les choses.

Cependant, le feu vert de l'Allemagne est un signal positif en tant que première puissance européenne et première contributrice à tous les plans d'aide. Parallèlement au vote de l'Allemagne, la troïka (UE - BCE - FMI) était à Athènes pour s'assurer que le gouvernement grec tient ses promesses d'austérité.

Direct Lille Plus : 30/09/11

Allemagne : le plan de sauvetage de la zone euro approuvé

Le Parlement allemand a approuvé hier à une très large majorité (523 contre 620) l'élargissement du fonds de secours de la zone euro (FESF). Cela devrait rassurer les partenaires de l'Allemagne et les marchés financiers sur la marge de manœuvre de Berlin pour les prochaines décisions.

20 minutes : 30/09/11

**Santé L'Hexagone est le deuxième pays le plus cher en Europe pour ces médicaments
Le prix de malade des génériques**

Les médicaments génériques ont permis d'économiser 1,3 milliard d'euros en 2010, mais ils restent bien plus chers que dans la plupart des pays européens. Leur prix moyen par unité standard est de 15 centimes en France, contre 10 en Espagne ou 5 centimes au Pays-Bas. Si les prix des génériques étaient les mêmes en France qu'au Royaume-Uni, l'Assurance-maladie ferait des économies supplémentaires d'un milliard par an. Ces écarts s'expliquent par les différences de politiques de régulation des prix.

Siège social

2, rue Saint-Louis F-59610 FOURMIES

T : (33) 03 27 60 50 28 F : (33) 03 27 60 50 30 E-mail : eurothierache1@aliceadsl.fr

Facebook : <http://www.facebook.com/Europe.Direct.Gde.Thierache>

Web : www.eurothierache.eu